



Mesdames et Messieurs,
Chers collègues,

Je m'apprête à ouvrir la dernière séance plénière de l'année et je fais le constat que malheureusement les années passent et se ressemblent.

Cette année encore se termine dans un contexte de grand malaise.

La mobilisation du 5 décembre a été forte, très forte, et nous savons tous que la motivation réelle dépassait largement le sujet de la réforme des retraites dont personne ne connaît vraiment les contours.

Cette mobilisation a traduit une fois de plus l'ambiance de morosité, de défiance qui plombe notre pays. Plus de 80% des français pensent que leurs enfants vivront moins bien qu'eux.

Les causes de ce malaise et de ces revendications sont multiples. Et je ne néglige pas la part qui vient de notre tempérament bien français.

Mais je crois aussi, pour ce qui concerne plus particulièrement les territoires ruraux comme les nôtres, que nous continuons à payer le prix fort d'une longue et douloureuse dévitalisation de nos territoires au profit des métropoles.

Je ne condamne pas le fait métropolitain qui est sans aucun doute un formidable moteur de création de richesses.

Mais force est de constater, que l'effet de ruissellement tant attendu entre les métropoles et les territoires voisins ne se produit pas systématiquement. C'est particulièrement vrai chez nous. On constate que la métropole de Toulouse, comme celle de Montpellier, se développent dans un relatif isolement et ne font pas rayonner leur dynamisme sur les territoires voisins.

Les métropoles ne sont pas un paradis à vivre, mais enfin elles concentrent aujourd'hui les emplois, les offres culturelles, sociales, l'activité économique, la recherche, l'ouverture au monde.

Pendant que les territoires ruraux, eux, collectionnent les moins. Moins de services : fermeture des écoles, des gendarmeries, des bureaux de poste, des maternités, des trésoreries, etc. Moins d'emplois. Moins d'accès aux soins, etc.

Et malheureusement, nous, qui sommes élus locaux, nous subissons de plein fouet ce phénomène, avec de plus en plus de difficultés à le compenser pour améliorer le quotidien de nos administrés.

Certes, depuis plusieurs années l'Etat nous a transféré des compétences et des responsabilités, mais dans le même temps, il n'a cessé de baisser nos ressources et de nous encadrer de réglementations nouvelles.

Aujourd'hui, l'absence de moyens suffisants et le foisonnement des normes vident de leur sens les transferts de responsabilités passés.

Notre devoir d'élus locaux c'est de contribuer à une meilleure vie pour tous et à préparer le mieux possible l'avenir de notre territoire et de ses habitants.

Mais dans l'accomplissement de ce devoir on se heurte à un ministère des finances, gestionnaire à court terme, les yeux rivés sur le tableau de bord comptable, pensant davantage à équilibrer son budget et boucler les fins de mois qu'à construire l'avenir du pays.

Quand le Président de la République a été élu il a porté un projet pour la France, un projet dont j'ai partagé un certain nombre d'orientations, particulièrement concernant le monde rural. Je les ai souvent reprises ici.

Mais aujourd'hui son gouvernement et sa puissante administration centrale ne donnent pas corps à ce projet.

La norme a pris le pas sur l'action, et les chiffres sur la pensée.

Au niveau de l'Etat, on *n'agit* plus, on *réglemente*. On ne *pense* plus l'avenir, on *compte*.

Il faut sortir de ce prisme budgétaire et technique et porter une vision stratégique pour la France, un grand projet d'avenir, qui parle au cœur des gens et les motive.

Un projet ambitieux de société qui ne laisse personne - ni individu, ni territoire – au bord du chemin.

Un projet qui réinvestisse en confiance les territoires, qui fasse de la responsabilisation des collectivités locales la clé du redémarrage de la France. Il faut donner enfin aux collectivités locales de réelles capacités de décision et d'action, des marges de manœuvre, de la souplesse et des moyens, pour agir au plus près du terrain, au plus près des besoins des territoires et de leurs habitants.

Voilà, on est un peu loin de l'ordre du jour.

Mais ce sont des considérations que j'avais envie de partager avec vous dans le contexte du jour.

Je vous remercie pour votre attention et vous propose de passer immédiatement à l'examen des dossiers à l'ordre du jour.

Michel PÉLIEU,
Président du Département des Hautes-Pyrénées